

LUTTE À LA FIAT

Romano Alquati, traduit de l'italien par Julien Allavena et Matteo Polleri

Presses Universitaires de France | « Actuel Marx »

2019/1 n° 65 | pages 155 à 167

ISSN 0994-4524

ISBN 9782130821014

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-actuel-marx-2019-1-page-155.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

© Presses Universitaires de France. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LUTTE À LA FIAT²

Par Romano ALQUATI

[...]

Cet article analyse schématiquement certains aspects de la lutte dite « à la chat sauvage », récemment adoptée par les ouvriers de la FIAT, sans pour autant la théoriser comme la seule lutte possible. Il s'agit d'une analyse « particulière » : non pas parce que les faits que l'on décrit sont exceptionnels et exclusifs de ce « noyau de masse » des ouvriers FIAT, mais parce que la dimension générale, la seule dans laquelle le mouvement est « politique », y reste à l'état de présupposé déterminant et n'est pas directement analysée. [...]

Les 15 et 16 octobre 1963, les ouvriers de la FIAT ont mené leur grève la plus importante depuis celle de juin-juillet 1962. Les 6200 ouvriers des fonderies ont commencé « spontanément » la lutte, qui s'est étendue « spontanément », « à la chat sauvage », le lendemain : mardi 15, l'équipe du matin s'est arrêtée soudainement, puis l'arrêt a été suivi par l'équipe « normale » et par celle de l'après-midi.

Dans l'ambiguïté qui lui est inhérente, la lutte ouvrière profite de l'articulation productive de la coopération capitaliste ! La Fonderie 4 est un atelier d'installation et de manutention où l'héritage « professionnel » survit (relativement) plus qu'ailleurs : mais la grève qu'elle mène est *anti-corporative* et *anti-entreprise*. En effet, les Fonderies – qui se trouvent matériellement au milieu du site de Mirafiori – sont surtout un point crucial pour divers cycles productifs fondamentaux (voitures, tracteurs, camions), directement articulés à la division « mondiale » du travail, à travers laquelle la FIAT (comme moment du capital social mondial) exploite, tout en l'unifiant, la classe ouvrière du premier, second et tiers monde. Les bases matérielles immédiates de la grève sont celles-ci : la lutte ouvrière à la FIAT doit être comprise dans le cadre international de la réponse ouvrière à un patron qui ne se présente jamais comme un « capitaliste individuel » ou « singulier » face aux 130 000 ouvriers immédiatement exploités, parce que ces derniers le combattent toujours en tant qu'avant-garde du mouvement entier.

La grève « à la chat sauvage » *n'est pas* une forme anarchique de protestation, menée par des ouvriers incapables de lutter collectivement de manière organisée ; au contraire, elle requiert un niveau d'organisation très élevé puisque c'est une forme de lutte typiquement « générale ». Il serait

2. Texte original : Alquati Romano, « Lotta alla FIAT », *Classe Operaia*, n° 1, gennaio 1964 ; rééd. *Sulla FIAT e altri scritti*, Milano, Feltrinelli, 1975, pp. 185-197.

absurde de la concevoir comme une articulation matérielle de la lutte de secteurs et d'ateliers enfermée à l'intérieur d'une entreprise, aussi « mondiale » que la FIAT ! Et la première victoire de la grève « à la chat sauvage » du 15, c'est le fait d'avoir amené à la lumière, d'avoir démystifié et diffusé hors de Turin l'histoire récente de la FIAT (inconnue justement parce qu'elle est importante), qui a vu se développer une organisation ouvrière assez forte pour mener une grève *de ce type* : complètement en dehors des organisations historiques, officielles.

La grève « à la chat sauvage » de la FIAT efface la vieille idée selon laquelle à ce niveau la lutte ouvrière est organisée par un noyau interne particulier, qui détiendrait le monopole de la conscience ouvrière antagoniste. La grève du 15-16 a été organisée directement par la « *masse sociale* » ouvrière, unie et compacte, des sections qui y ont contribué : mais ce qui s'est présenté ici plus clairement est seulement une caractéristique des luttes récentes, qui n'est pas propre à la FIAT, où les rares militants des vieux partis, après juin 1962, forment la queue des luttes.

— 156 —
Après la première secousse des luttes internationales de 1952-1953, la CGIL³ a perdu son statut d'organisation de masse au sein de la FIAT : on assiste maintenant, d'un côté, à la « *perte de contrôle* » du mouvement ouvrier officiel sur la classe ouvrière italienne ; de l'autre, à la mécanisation poussée jusqu'aux procédures automatiques, par un bond en avant dans la *socialisation* du travail.

Survenue des deux côtés du rideau de fer, la seconde vague de lutte internationale de 1956 a produit une accélération de la reprise des grèves en Italie, et leur transformation ; ainsi, à la FIAT, c'est une lutte « souterraine », *directement gérée* par les ouvriers, qui s'est manifestée. Et avec la troisième vague internationale de grèves, après 1960, le mouvement se radicalise et s'unifie considérablement à l'échelle du monde. Les ouvriers FIAT recommencent explicitement à être le centre d'une circulation politique de luttes et d'expériences, qui *unifient, recomposent et massifient* la classe ouvrière « *pour elle-même* » : redevenue capable de déterminer en première personne, comme classe *sociale*, les méthodes et les objectifs de la lutte, de plus en plus détachée de la dimension syndicale. *L'homogénéisation* des méthodes et des contenus s'intensifie en passant d'une lutte à une autre, d'une forme d'organisation à une autre : et comme l'initiative ouvrière est dans les mains d'une « masse sociale compacte », le patron doit maintenant fonder sa stratégie générale d'augmentation de la productivité sur la « classe sociale » des ouvriers.

Ce sont justement les luttes qui poussent le capital à chercher un passage « fluide » vers une étape ultérieure de socialisation. Ce qui compte

3. La Confederazione Generale Italiana del Lavoro, principal syndicat italien, à l'époque très proche du parti communiste italien [NDT, comme les suivantes].

aujourd'hui pour le patron c'est d'abolir tout ce qui, dans les tensions sociales, peut faire obstacle aux « réformes de structure » : en obtenant, comme condition préliminaire, un plein *contrôle politique* sur la classe ouvrière et sa *collaboration*, pour que les luttes deviennent « productivité » accrue et « despotisme politique » accru du patron.

COLLABORATION ET CONTRÔLE POLITIQUE

Le PCI promet entre-temps que les prochaines luttes seront « revendicatives », et la FIOM⁴, qu'elle les encadrera par une politique plus mesurée.

Si nous faisons un autre pas en arrière, nous voyons bien que les luttes internationales ont usé les marges de manœuvre (internes et externes) du « système FIAT » de manière tellement « brutale » que, en trouvant le patron impréparé, elles ont osé soustraire les ouvriers à son contrôle politique.

Du côté du centre-gauche, la plateforme du « contrat moderne » montrait encore un patron convaincu de bientôt retrouver un plein contrôle politique. Celle-ci revendiquait la « collaboration » des ouvriers à une augmentation massive et rationnelle de la productivité lors d'une future socialisation du travail : *automation, programmation pluraliste, « réformes de l'État »*. Autrement dit : la classe ouvrière recomposée comme *Cerveau Social* de la production capitaliste, emprisonnée dans le niveau le plus élevé de travail-mort, c'est-à-dire de machines, qu'elle est censée gérer selon une rationalité économique supérieure, mais qui s'oppose en réalité à elle en l'écrasant en tant que domination politique du capital. Si les ouvriers avaient lutté pour ce contrat, qui contenait seulement les exigences du patron, la lutte aurait déjà été en elle-même la mise en œuvre de celles-ci.

Mais les syndicats qui devaient médiatiser ce projet n'avaient désormais plus aucune prise. La recomposition de la classe était déjà beaucoup plus avancée que dans les calculs de La Malfa-Trentin⁵. Ainsi la classe ouvrière a-t-elle réussi à prendre à contre-pied le projet : en unifiant toutes ses luttes par son insertion soudaine dans la grève contractuelle des 100 000 ouvriers métallurgistes de FIAT, déclenchée avec l'unification de toutes les usines, les secteurs et les régions, devant les portes, dans les piquets et la lutte de rue, contre le plan de grève syndical et démocratique. Face à cette unité ouvrière, la faiblesse du patron devient évidente. Par une « autosuggestion » politique de la lutte unifiée, la classe ouvrière a réussi à faire son propre saut, dans le cadre même du saut capitaliste. Avec cette victoire stratégique, la perspective change : les « pas fluides » s'envisagent

4. La Federazione Impiegati Operai Metallurgici, syndicat des métallurgistes membre de la CGIL.

5. Ugo La Malfa était un politicien italien du parti républicain, instigateur, à partir de la fin des années 1950, de la stratégie du « centre-gauche », c'est-à-dire d'un accord entre les forces conservatrices de la Démocratie chrétienne et le parti socialiste italien. Bruno Trentin était à l'époque le secrétaire général de la FIOM-GGIL.

maintenant comme des « sauts brusques⁶ », et surtout comme des *occasions d'organisation politique pour la classe ouvrière, qui s'est maintenant réunifiée hors du contrôle politique du patron.*

Donc : les projets de modernisation et de rationalisation générale du patron, dans la perspective actuelle, devront imposer la « collaboration » et le « contrôle » politique à *cette* classe ouvrière-là, recomposée subjectivement.

La classe ouvrière doit affronter, sur le long terme, le projet de « démocratie industrielle » du patron : *l'objectif stratégique est alors d'organiser à l'échelle internationale sa propre autogestion « politique », hors de la production capitaliste et contre le « pouvoir politique général » du Capital.*

Pour arriver à cet « objectif tactique » immédiat que la lutte est en train de poursuivre, il est nécessaire de continuer à gérer hors du « contrôle politique » du patron une lutte qui reste contrainte de se développer dans la production et l'accumulation capitalistes, même si elle se manifeste à l'échelle sociale ou dans la rue.

—
158 —
La classe ouvrière se sert ainsi du rôle qui lui est attribué par le patron pour déterminer — lors de « sauts brusques » donc — les formes du projet « *ordine nuovo*⁷ » du capital, afin de porter à un niveau de socialisation plus élevé son potentiel politique *hégémonique*. L'usage *tactique* de la « *non-collaboration* » contraint à ce titre le patron à des projets plus élaborés de « récupération réformiste » de la pression ouvrière *dans l'usine*, projets qui sont pris à contre-pied et partent en fumée, retardant ainsi le plan « stratégique » du patron.

La « non-collaboration » ouvrière défait ce plan à l'*intérieur* de la production capitaliste, puisqu'un tel plan ne peut fonctionner que s'il s'articule de manière réticulaire à l'*intérieur* du procès de production. Le rapport entre le projet de développement et la base politique est aujourd'hui tellement étroit que des faits politiques importants sont mystifiés en tant que questions « techniques » ou « rébellions » immédiates.

La classe ouvrière lutte avec les instruments qu'elle trouve : c'est celui qui ne fait pas autre chose que de lui reprocher cela qui est « spontanéiste ». De même qu'à Piazza Statuto⁸ aucun ouvrier ne s'illusionnait en pensant que cette violence suffisait à détruire le système capitaliste, aucun ouvrier ne s'illusionne en pensant que *cet usage* de la « non-collaboration » soit le tout de la lutte politique révolutionnaire. Déjà depuis le *lockout* de Valletta en juillet 1962⁹, les ouvriers ressentaient l'urgence de porter le « travail de

6. Pour Alquati, les restructurations progressives du procès de travail deviennent donc, dans le cadre de l'agitation décrit par cet article, des occasions de lutte et d'auto-organisation.

7. *Ordine nuovo* était la revue d'Antonio Gramsci, inscrite dans une perspective autogestionnaire que les opéaristes considèrent comme caduque car intégrée au plan du capital avec l'avènement de l'État keynésien.

8. Sur les émeutes de Piazza Statuto, voir Balestrini Nanni et Moroni Primo, « Piazza Statuto, le début de l'affrontement », in *La Horde d'or, Italie 1968-1977 : La grande vague révolutionnaire et créative, politique et existentielle*, Paris, Éditions de l'éclat, 2017, pp. 134139.

9. Alquati se réfère ici aux résistances ouvrières contre les stratégies antisyndicales mises en œuvre par Vittorio Valletta, célèbre administrateur général de la FIAT entre les années 1940 et les années 1960.

la taupe¹⁰ » sur le nouveau terrain qu'ils venaient de conquérir, afin de se prémunir contre la contre-offensive organique du patron, par des objectifs d'organisation à plus long terme. Dès que l'accord FIAT s'est généralisé dans le nouveau contrat, le mouvement circulaire de la lutte générale a vu les ouvriers de la FIAT *sélectionner* et relancer les formes et les objectifs d'organisation les mieux adaptés pour contrer le niveau plus avancé du plan politique patronal. Ces premières applications soudaines de la « non-collaboration » l'emportent facilement puisque la tactique patronale ne peut que proposer aux ouvriers réunifiés des formes plus élaborées de « syndicat d'usine », qu'ils ont déjà repoussées. Et en effet, pendant l'hiver 1962-1963, ceux-ci font échouer cette stratégie, d'abord à la FIAT et à l'ALFA, puis partout ailleurs.

Or la « non-collaboration » n'est pas une façon de produire le chaos dans le procès de travail et la lutte « à la chat sauvage » n'est pas une manière d'entraver ce dernier. Mais ce n'est pas un hasard si la presse patronale et celle du « mouvement ouvrier » se sont aussi mises d'accord pour investir cette ancienne forme anarcho-syndicaliste de « sabotage » d'une signification politique majeure pour la lutte ouvrière, et pour y voir d'énormes possibilités offertes par le développement capitaliste à une classe ouvrière politiquement organisée.

La lutte permanente la plus typique des entreprises « rationalisées » est en effet fondée sur le fait que seul l'ouvrier collectif sait quelles sont les filières et les règles « normales » à travers lesquelles l'objet du travail est « transformé ». Ceci est évident dans le monde entier. Et aucun fonctionnaire du capital (syndicaliste ou capitaliste individuel) ne se scandalise du fait que l'ouvrier collectif soit contraint de toujours « violer » les règles pour équilibrer, avec sa propre rationalité, l'irrationalité de fond d'un système fondé sur l'exploitation de classe. C'est par cette innovation continue, précisément, que l'ouvrier collectif achève le résultat de la valorisation, de la productivité. Ce qui, au contraire, paraît scandaleux, c'est que l'ouvrier collectif puisse renverser la « coopération » productive en une recomposition politique. C'est-à-dire que l'employé chargé des machines arrive au « contrôle qualité » ou chez l'« employé administratif » ou chez le « technicien » ou chez l'« expert » ou chez l'« ingénieur subordonné » en découvrant finalement qu'ils sont « classe ouvrière », et que tous unis en tant que « classe ouvrière » ils ont profité de leur gestion de fait du procès de travail, dans lequel ils sont enfermés, pour faire échec au projet politique du patron de les contrôler politiquement.

10. Alquati reprend la métaphore de Marx sur la révolution : « Notre vieille taupe qui sait si bien travailler sous terre pour apparaître brusquement : la Révolution ».

VERS LA GRÈVE « À LA CHAT SAUVAGE »

Il n'est pas possible de décrire la succession des formes concrètes par lesquelles les ouvriers ont fait grandir la « non-collaboration », leur degré de conscience et d'organisation, et leur organisation politique toujours plus déterminée, contre le patron politiquement organisé et unifié dans le front capitaliste mondial... En 1963, en tous cas, ils obligent le patron à contourner les syndicats et à essayer de les contrôler directement. On demande alors aux ouvriers de restreindre leur organisation « *autonome* » à la production capitaliste, et de proposer des revendications positives, afin d'assumer les fonctions de rationalisation qui étaient attendues du « syndicat d'usine » désormais hors jeu. En juillet 1963, les syndicats (qui ont un rôle externe de propagandistes de la ligne « démocratique » du capital) font un autre pas en avant. Ils proposent aux ouvriers d'organiser « de façon autonome », mais à travers leur médiation, le « Contrôle Ouvrier ». Mais les ouvriers contrôlent déjà la production, et repoussent également ce piège et toute la négociation permanente, qui à partir de ce moment-là tourne en rond, puisque la réglementation de la prime de collaboration les encourage et les « attache » au rendement à la « présence ».

—

—

160 C'est pourquoi dorénavant, l'« ordre nouveau » du capital proposera le contrôle politique de la classe comme *contrôle des luttes*. Et la forme de ce contrôle sera celle de l'*autocontrôle ouvrier*, où l'autoresponsabilisation est censée conduire de manière *autonome* la lutte *dans le cadre* du plan de longue durée du patron, et mener l'institutionnalisation de l'autogestion ouvrière à un niveau de plus en plus *général*. L'alternative se situe alors entre la continuité du capital à travers le contrôle démocratique de toute la lutte, et la continuité des luttes toujours plus incontrôlables.

En 1963, dans le seul Atelier 17, des arrêts (trois) *apparemment* cohérents avec le plan de « nouvel ordre » du patron se sont produits. Ils ont débuté spontanément sur des prétextes locaux, et sont partis en fumée dès que les syndicats s'en sont approchés, en faisant du boucan, afin de demander de généraliser cette forme de lutte dans toutes les sections, puisque « c'est la bonne ». Dans les sections en question, les ouvriers ont refusé la généralisation en toute conscience de la signification politique du refus d'organiser la lutte dans la forme articulée exigée, celle-ci étant la forme de l'institutionnalisation démocratique de l'« opposition ouvrière » dans le capital. En 1963, il n'y a pas eu d'été chaud syndical, mais la lutte ouvrière s'est développée et s'est unifiée à travers la « non-collaboration ». C'est là le motif d'une discussion politique continue par laquelle se précise et se renforce « l'organisation invisible » des ouvriers. On fait des réunions politiques permanentes juste dans les points nœuds de la production, et après on continue dans le tissu social de la « ville ouvrière »,

en les généralisant. Ce sont les jeunes qui sont à la tête du processus. Les ouvriers FIAT sont en train de repérer, sélectionner et critiquer à partir de toute l'expérience internationale des luttes ouvrières, les formes qui apparaissent les plus appropriées pour s'opposer à l'attaque de plus en plus générale que le patron est en train de préparer. En particulier après la grève des « métros » parisiens, ils apprécient particulièrement la modalité « à chat sauvage », qui est déjà apparue de manière embryonnaire aussi en Italie depuis le déclin de la grève contractuelle.

Ce qui plaît aux ouvriers, dans le « chat sauvage », c'est d'abord l'imprévisibilité : imprévisibilité de sa rotation généralisée, dans le temps et dans l'espace. La portée politique d'une telle forme de lutte ouvrière réside en ceci : a) elle requiert une « organisation invisible » qui ne s'institutionnalise pas comme organisation autonome à l'intérieur du procès productif capitaliste ; b) elle s'incarne en une continue et *imprévisible* rotation des tactiques, des méthodes, des temps et des lieux de la grève ; c) *elle ne revendique rien*.

Il est pourtant clair que les ouvriers *ne* la considèrent *pas* comme la seule forme de lutte, mais la voient comme le niveau le plus avancé de la « non-collaboration ».

La grève « à la chat sauvage » n'exclut pas la grève de masse ou la lutte dans la rue ; en fait les ouvriers recourent à celles-ci alternativement, en les renouvelant et en les renforçant réciproquement : mais sa portée à elle est tout autre. La tâche d'une organisation politique n'est pas de planifier d'une manière préconçue le chat sauvage, parce qu'elle courrait alors le risque de le rendre absorbable par le patron en le domestiquant : elle doit au contraire contribuer à *intensifier*, alors que l'« organisation invisible » ouvrière suffit à l'organiser et à l'étendre. C'est à partir d'elle que la grève « à la chat sauvage » devient un état de fait permanent.

Le « chat sauvage » n'est donc pas un modèle de lutte politique révolutionnaire : il est seulement nourri aujourd'hui par le refus de collaborer, et les ouvriers sont conscients de cela.

LA GRÈVE DES FONDERIES CONTINUE

Mais (pour témoigner que l'« organisation invisible » signifie vraiment le contraire d'un refus de s'organiser) les ouvriers, après avoir discuté, passent à la mise en œuvre « visible » de la grève. Aux premiers jours d'août (juste après la diffusion du journal *Chat sauvage* accueilli avec enthousiasme et distribué dans toutes les usines de Turin où il est connu et discuté), on arrive à un cheveu du début d'une grève de ce type au 7, qui est l'atelier-clé de toute la FIAT : mais la grève qui n'a pas eu lieu à ce moment-là au 7 est organisée le 15 octobre aux Fonderies. Et de ce fait

nous pouvons aussi nous rendre compte de la signification précise que revêt le refus des ouvriers en grève de recourir à la nouvelle Commission interne [CI] élue par eux cinq jours avant seulement ! Bien que les syndicats les implorent avec des tracts, ils l'évincent de la lutte.

Les « thèses alternatives » ne trouvent pas d'alternative dans l'usine. La partie italienne du capital international, le mythique Valletta, s'est déjà rendu compte que les ouvriers avaient voté FIOM dans le but précis de retirer tout « alibi » aux « bureaucrates », et passe une nouvelle fois par-dessus les syndicats parce qu'il voit très bien quelle est l'énorme importance de cette réponse ouvrière qui parvient à faire partir en fumée un énième projet. Il faudra donc plus qu'un « tas de ferraille » comme la CI pour contrôler la lutte. Valletta envoie justement les chefs demander aux membres de la CI d'organiser des délégations, mais ces derniers pensent qu'il n'est pas encore temps de renoncer, avec les marges qui augmentent, et la CI qui vient d'entrer triomphalement en fonction. Le patron envoie alors directement les chefs aux ouvriers en grève pour qu'ils élisent des délégués : c'est *niet*. Les chefs prennent avec eux quelques types et les envoient à la Direction se faire dire qu'elle reprendra la négociation permanente sur l'horaire...

—

—

Mais inflexibles face au théâtre syndical, les ouvriers réaffirment la spécificité de leur lutte anticapitaliste et antibureaucratique : le lendemain, mardi 16 octobre, la grève « à la chat sauvage » s'étend en dehors de l'Atelier 4, et gagne les autres usines FIAT. Les ouvriers s'arrêtent partiellement et subitement à l'Atelier 3, et sont suivis des différentes équipes de l'Atelier 2, testeurs et chefs-opérateurs compris ; chacune des trois équipes de la FIAT OSA de Stura s'arrête brusquement, tandis que dans toutes les sections il y a des arrêts soudains (comme à la FIAT Lingotto où les ouvriers de quelques ateliers se sont arrêtés plusieurs heures). Une nouvelle fois, personne n'appelle la CI ; aucune institutionnalisation et aucune revendication ; ce sont plusieurs milliers d'ouvriers qui le mardi se mettent en grève de cette manière, et leur expérience circule dans le tissu social ouvrier jusqu'en dehors de Turin.

LES OUVRIERS REFUSENT DE REVENDIQUER

Durant la grève des 15 et 16 octobre, la conscience et la volonté révolutionnaire des ouvriers trouve son expression avant tout dans le refus d'adresser des revendications positives au patron : et pourtant tous savent que cette grève répond à une énième et féroce provocation patronale, menée au moyen d'un nouveau coup au salaire réel ; presque un tiers de la paie volée par les retenues sur la taxe sur la richesse mobile¹¹ ! Encore une fois, ce comportement ouvrier est donc « irrationnel » uniquement pour le patron...

11. Il s'agit de la taxe sur les revenus, introduite en 1864 après l'unification de la péninsule, et aujourd'hui remplacée par la taxe « IRPEF ».

Pour son développement, le patron a besoin de l'augmentation du pouvoir d'achat des ouvriers : les difficultés conjoncturelles sont d'ailleurs prévues dans le programme du centre-gauche. En revanche ce qui n'était pas dans le programme, c'est : en premier lieu, que les luttes ont échappé au contrôle, jusqu'à provoquer un « saut brusque » des salaires ; et, en second lieu (mais non moins significativement) que la lutte ouvrière a conduit à une augmentation des coûts et à une relative diminution de la productivité – soit une véritable déception pour qui promet la participation au bien-être en échange de la collaboration... Mais tant que le patron est politiquement plus organisé que les ouvriers, bien que les ouvriers aient été momentanément piégés par l'impossibilité d'augmenter leur pouvoir d'achat, une insistance particulière sur les revendications salariales générales et non programmables se résoudra par un grave désavantage momentané, duquel le patron sortira avec un meilleur réformisme organique. D'où le fait qu'il y ait aussi des syndicalistes qui s'opposent au « blocage salarial » jusqu'à soutenir la même tactique ouvrière de l'« augmentation des coûts », parce que c'est une incitation aux investissements innovants et aux réformes structurelles... Quoi qu'il en soit, les ouvriers ont choisi cette voie (qui est d'ailleurs celle de se réduire soi-même la journée de travail à travers la « non-collaboration ») parce qu'elle *permet de maintenir le contrôle de la lutte dans leurs mains.*

Déjà à la reprise des luttes, après 1960, les ouvriers FIAT ont appris de l'expérience « externe » à faire un usage « provocateur » de revendications plus avancées, que les syndicats ont par la suite intégrées démagogiquement à la plateforme contractuelle : temps – salaires – personnels – horaire, certes, mais alors tout cela, et dès maintenant ! Par exemple, en mettant en avant les « temps » *conjointement* au refus des mesures incitatives et du salaire à la pièce, les ouvriers ont éliminé le syndicat de tout rôle décisionnaire dans la grève... (c'est dans la grève de juin que s'effondre momentanément tout le « revendicacionnisme ouvrier » avec toute la dimension contractuelle-syndicale).

Après juin, les goulots d'étranglement dans lesquels les ouvriers unifiés ont enfermé le patron ont obligé celui-ci à demander aux syndicats une trêve, sur ces points, précisément, qui étaient restés ostensiblement à l'extérieur du contrat ; et ce juste au moment (automne 1962) où la pression ouvrière est déjà si forte que les syndicats sont obligés de les proposer tels quels dans une tentative désespérée de canaliser cette pression sur le « syndicat dans l'usine »...

À l'été 1963 la situation s'est retournée. Le patron préoccupé envoie des sous-fifres sonder les ouvriers et la réponse est claire : « nous n'avons rien à vous réclamer » ; les ouvriers se mobilisent seulement pour leur

propre organisation politique : désormais c'est le patron qui est obligé de provoquer les ouvriers, pour tenter de les contrôler par des revendications plus avancées, mais, en guise de réponse, les ouvriers le laissent tomber...

La grève des 15 et 16 octobre fait en effet partir en fumée toute cette manœuvre puisque la riposte ouvrière réussit à récupérer les aspects de la « non-collaboration » qui en faisaient déjà une réponse « politique », c'est-à-dire la réponse à l'objectif politique précis du patron. La croissance économique ouvrière reste un fait d'une extrême importance y compris pour les ouvriers qui s'unifient politiquement ; mais ici se stabilise plutôt une « division du travail » qui reflète la division de classe. De fait, la revendication et la croissance économique, les ouvriers les abandonnent au dialogue entre le patron et les syndicats qui viennent maintenant à tour de rôle les leur proposer : mais ils gardent pour eux-mêmes la perspective de l'organisation politique révolutionnaire.

Le 16 octobre, les syndicats réagissent au refus de revendiquer et obtiennent l'unanimité « collégiale » de la CI pour déguiser en revendications ouvrières des demandes habituelles, toujours refusées, comme celle des qualifications, de la reprise de la négociation permanente, de réformes législatives, ou encore les manifestations démocratiques de la citoyenneté (« ménagères » et « commerçants » en tête) contre la « vie chère ». Du reste, la situation devient plus claire encore quand, moins d'un mois après, les ouvriers organisent une autre grève surprise à la FIAT Aeritalia : établissement peu considéré et isolé...

Il y avait là, en fait, un mécontentement diffus au sujet des temps, et le patron y a greffé une provocation fondée sur les discriminations dans les allocations au mérite pour se protéger, grâce aux égoïsmes « professionnels »... Au matin du 14 novembre, juste après leur entrée, ceux de la section Usinages mécaniques et les traceurs s'arrêtent : deux heures après, certains d'entre eux vont annoncer la grève en traversant l'entrepôt au département du travail de la tôle, qui s'arrête alors. Aucune délégation, et personne pour appeler la CI. C'est seulement quand les chefs ont été contraints de se présenter et de demander aux ouvriers leurs revendications que ces derniers ont demandé de façon provocatrice une augmentation horaire de 50 lire précises, « égale pour tous et immédiate », en sachant parfaitement qu'il n'est pas possible de l'obtenir, et que de cette façon ils liquident non seulement la hiérarchie « politique » mais aussi la tentative des syndicats de s'y insérer avec la proposition de rationalisation salariale. C'est la direction qui fait alors intervenir la CI, qui n'était même pas encore au courant de la grève. Le duo qui démarre entre les syndicats et le patron reste complètement en dehors de la lutte ouvrière : les ouvriers ne donnent aux syndicats pas plus d'une heure de temps pour

obtenir les 50 liras, et puisqu'à la fin de ce délai, les 50 liras n'ont pas été obtenues, ils continuent la grève dans une totale indifférence à l'égard des rebondissements des négociations, qui reprennent, véritablement articulées « à tous les niveaux ». Puisque la négociation « de section » est insérée dans celle, générale, permanente, sur l'horaire, reprise le 12, les feux d'artifices revendicatifs sont allumés dans la presse du lendemain, mais les ouvriers, imperturbables, continuent la grève durant toute la matinée sans plus rien revendiquer et abandonnent clairement au patron et aux syndicats ce terrain : et c'est cette signification de la lutte qu'ils diffusent à l'« extérieur ».

LA COMMUNICATION À TRAVERS LES LUTTES

Cette grève est un exemple supplémentaire du renforcement, à travers le développement des luttes, de l'unification politique des ouvriers, leur capacité de faire rapidement circuler, à un niveau général, leurs expériences les plus politiquement importantes, utilisant pour cela tout le tissu social « de l'intérieur » et « de l'extérieur » de l'établissement.

Les ouvriers ont très bien appris tout seuls à connecter les noyaux en lutte entre eux et à établir des contacts et des formes de connexion matérielle, par exemple en faisant des piquets de masse ou en se rencontrant dans la rue à un autre moment. Le problème qu'ils se posent aujourd'hui est celui d'unifier politiquement, subjectivement, la lutte.

Les ouvriers de FIAT Aeritalia avaient parfaitement connaissance du journal *Chat sauvage*, même s'il n'était pas diffusé dans leur section. Il en va de même des ouvriers de Michelin (autre entreprise, autre secteur) qui étaient durant ces mêmes jours appelés à la grève syndicale par la FILCEP¹².

Le syndicat était sûr de faire passer à Michelin l'habituelle démarche « syndicalistique » puisque deux arrêts « spontanés » s'y étaient manifestés, ce qui prouvait l'existence d'une forte pression interne. C'est pourquoi il se limita à demander aux ouvriers (avec une espèce de tract-questionnaire) quel type de lutte « articulée » ils préféreraient conduire par la suite (... mais en réalité en suggérant malicieusement le « modèle Olivetti¹³ »...). Il est clair que la majorité des ouvriers n'a pas fait la grève « syndiquée » (comme ils disaient) : c'est-à-dire faire grève, et ensuite, ne pas faire les piquets et se déclarer d'accord avec ceux qui entrent... et tant les uns que les autres étaient convaincus qu'il n'existe pas de perspective de conquête économique. Les uns et les autres, avec la même volonté de lutter, font en fait

12. Secteur syndical de la CGIL.

13. Avec cette formule, Alquati fait référence à une forme d'organisation du procès de travail bien connue de l'époque, mise en place dans l'usine Olivetti d'Ivrea (province de Turin). Il s'agit d'une gestion « participative » et « démocratique » de la production, sur laquelle Alquati avait mené une longue enquête (publiée dans *Quaderni Rossi*, n° 3 et 4), par laquelle il révélait quelles techniques inédites de discipline et d'absorption des « informations ouvrières » étaient mises en œuvre dans ce cadre. Voir Alquati Romano, « Composizione organica di capitale e forza-lavoro alla Olivetti », in Romano Alquati, *Sulla FIAT e altri scritti*, op. cit., pp. 81-163.

les mêmes discours que les ouvriers de FIAT ou de Lancier sur la nécessité pour les ouvriers de réaliser une lutte qui outrepassse chaque dimension sectorielle, de façon à faire un pas décisif vers la clarification de la perspective de l'organisation politique révolutionnaire.

La même situation affecte jusqu'à la fameuse « lutte articulée » chez Olivetti d'Ivrea, indubitablement la seule des grandes entreprises qui n'avait pas encore désavoué haut et fort les syndicats : ici aussi les « jeunes » contournent allègrement les formes et les échéances de l'articulation syndicale. Avec leur désintérêt complet pour la manière dont les syndicats revendiquent la rationalisation des travaux à la pièce, ils sont un énorme sujet d'inquiétude politique pour le patron, car il est clair qu'eux aussi sont « hors contrôle », incontrôlables à tel point que, pour garder la face, les syndicats sont contraints de donner à l'articulation une apparence plus proche de celle du « chat sauvage »... Et la poussée compositionnelle d'Olivetti est telle que même les 300 « entraîneurs » (c'est-à-dire les briseurs de grèves, avec pour fonction spécifique de prendre en charge les heures des grévistes) ont fait grève spontanément avec les autres : c'est un indice d'unification politique en dehors du contrôle du patron si important que la chose a été tenue secrète.

—

—

La lutte ouvrière développe un potentiel politique maximal dans les nœuds de son propre réseau, là où la concentration ouvrière maximale est le support de la concentration d'expérience politique maximale, filtrée et développée jusqu'à son intensité maximale par la lutte ouverte : c'est pourquoi *l'explosion de ces nœuds relance dans tout le réseau général, par vagues, le mouvement d'unification progressive et de croissance politique.*

La vague de lutte générale, qui peut être occasionnée par la *grève contractuelle des travailleurs du secteur chimique*, ne produira cependant pas, comme un beau coquillage coloré, le modèle définitif de l'organisation politique révolutionnaire : elle pourra tout au plus être un autre remarquable pas en avant. Ensuite, cela a un sens somme toute relatif d'affirmer que, probablement, la situation générale n'a pas encore accumulé un potentiel capable de porter les ouvriers de FIAT à le fixer en réalisant une nouvelle grande grève de masse : car, en réalité, la grève « à la chat sauvage » chez FIAT a aussi contribué à l'avancée politique du mouvement global !

Mais le problème que la conscience ouvrière se pose est celui de la *direction de ce processus* et de son accélération portée par les avant-gardes de masse, sur la base d'une stratégie qui le transforme en une lutte pour le pouvoir politique général. Porter la lutte permanente au-delà du « chat sauvage » requiert avant tout un « au-delà » en termes de prévision, de théorie, d'organisation, de stratégie et *par conséquent* un « au-delà » au

niveau de l'organisation internationale de la lutte politique révolutionnaire. Autrement, bien qu'elle se projette déjà « au-delà » de la situation particulière et du processus de travail, la conscience ouvrière qui s'y exprime, sur la base actuelle, ne peut aller bien « au-delà ».

Depuis la FIAT, comme situation limite, viendront des indications sur les premières formes d'une organisation politique qui soit réellement « en-dehors » de l'accumulation capitaliste, et qui par conséquent puisse assumer elle-même le rôle de direction stratégique du mouvement politique de la classe ouvrière. À la FIAT, comme dans toute la classe ouvrière italienne, les ouvriers regardent déjà vers la bataille finale. Aujourd'hui, en fait, dans la « particularité » de la réponse au patron collectif, nous pouvons identifier un usage tactique du refus du revendicacionnisme ouvrier et du refus de la collaboration de classe. Mais dans le même temps, les ouvriers se dirigent déjà vers un usage de ces armes fort de toute leur puissance d'armes stratégiques de la rupture révolutionnaire. ■

Traduit de l'italien par Julien Allavena et Matteo Polleri